

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 Evry-Courcouronnes Cedex

Evry-Courcouronnes, le 19/12/25

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SERIVEL

CITD ECOSITE de Vert-le-Grand
91810 Vert-Le-Grand

Références : D2025- 1903

Code AIOT : 0006505082

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2025 dans l'établissement SERIVEL implanté ECOSITE VERT LE GRAND ECHARCON 91810 VERT-LE-GRAND. L'inspection a été annoncée le 06/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SERIVEL
- ECOSITE VERT LE GRAND ECHARCON 91810 VERT-LE-GRAND
- Code AIOT : 0006505082
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

SERIVEL est une installation de traitement des déchets ménagers avec un incinérateur de déchets non dangereux (241 000 tonnes par an) et deux lignes de tri des déchets issus de la collecte sélective

des ménages.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Valeurs limites NOC des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	6 mois
7	Évaluation périodique des OTNOC	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.5.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	
9	Nature des activités	Arrêté Préfectoral du 27/04/2020, article 2	/	Demande d'action corrective	3 mois
12	Prévention de la pollution des eaux (3/4)	Arrêté Préfectoral du 20/09/1996, article II 6	/	Demande d'action corrective	6 mois
13	Prévention de la pollution des eaux (4/4)	Arrêté Préfectoral du 20/09/1996, article II 8	/	Demande d'action corrective	3 mois
16	Livraison et réception des déchets	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 8	/	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrôle périodique des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 20/09/1996, article Art 2 Annexe VI	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
2	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article section III	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Valeurs limite d'émission atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 27/05/2020, article 5	/	Sans objet
6	Plan de gestion des OTNOC	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.5.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
8	Mesures de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement	Arrêté Préfectoral du 22/05/2006, article 3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
10	Prévention de la pollution des eaux (1/4)	Arrêté Préfectoral du 20/09/1996, article II. 3 et 4	/	Sans objet
11	Prévention de la pollution des eaux (2/4)	Arrêté Préfectoral du 20/09/1996, article II 5	/	Sans objet
14	Valeurs limites de rejet dans l'eau	Arrêté Ministériel du 20/09/2022, article 21	/	Sans objet
15	Livraison et réception des déchets	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 8	/	Sans objet
17	Propreté du site	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 13	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a relevé plusieurs non-conformités dans les domaines de la prévention de la pollution de l'air et des milieux aquatiques.

L'exploitant doit aussi régulariser le dépassement de la capacité annuelle d'incinération.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle périodique des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/1996, article Art 2 Annexe VI
Thème(s) : Risques accidentels, .
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 10/10/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 06/01/2025
Prescription contrôlée : Annexe VI « prévention des risques » de l'arrêté préfectoral n°96.4071 du 20/09/1996 : <ul style="list-style-type: none">• article 2 : contrôle périodique des installations électriques .
Constats : Par courriel du 17/11/2025, l'exploitant indique que les modifications des rapports APAVE et des Q18 sont la conséquence de problèmes informatiques de son prestataire. Par ce même courriel, l'exploitant transmet : <ul style="list-style-type: none">* le mail de l'APAVE du 19/11/2024 indiquant un dysfonctionnement de l'outil de rapportage de l'APAVE ;* le compte-rendu des opérations de nettoyage des armoires électriques et disjoncteurs effectuées par la société MK Energies en juillet 2024 ;* le Q19 de décembre 2024 ;* les 5 fiches actions suite aux résultats du Q19;* les Q18 pour l'année 2024. Par courriel du 25/11/2025, l'exploitant transmet le Q18 2025 effectué en avril 2025 sur l'ensemble des installations électriques du site. Celui-ci conclut que "l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion". L'inspection des installations classées constate que : <ul style="list-style-type: none">* l'exploitant a transmis les éléments demandés dans son rapport du 05/11/2024 ;* l'exploitant a corrigé les écarts constatés dans le Q19 de 2024;* le Q18 2025 conclut que "l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion". Ce point est donc soldé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article section III
Thème(s) : Risques accidentels, .
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 10/10/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 06/01/2025
Prescription contrôlée : <p>Art 18 Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF. Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque.</p> <p>Art 19 En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.</p> <p>Art 20 L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000,2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de</p>

la demande d'autorisation est postérieure au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

Art 21

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

La réalisation des vérifications conformément...

Art 22

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

Constats :

Par courriel du 18 novembre 2025, l'exploitant transmet :

- * le compte rendu des travaux de la société Renard en juillet 2024 ;
- * le rapport de vérification la société TelComTec en date du 02/10/2024 ;
- * l'ARF et le l'ETF actualisé en mars 2025 par la société TelComTec.

L'inspection constate que :

* le compte rendu des travaux de la société Renard de juillet 2024 porte sur la recommandation "TR2 - Parafoudre sur alimentation centrale DI bâtiment réseau chaleur urbain. Mettre en place des parafoudres de type 2 ou 3 sur l'alimentation de la centrale"

Pour rappel, lors de l'inspection d'octobre 2024, l'exploitant a indiqué que la recommandation de l'ETF concernant l'arrivée Télécom était sans objet car l'équipement n'est plus utilisé.

* la vérification la société TelComTec en date du 02/10/2024 est une vérification visuelle. Elle indique que :

- le parafoudre TR2 est conforme;
- l'installation intérieure de protection contre la foudre est conforme et opérationnelle ;
- concernant les installations extérieures de protection foudre, plusieurs fixations ont été constatées manquantes ou endommagées sur l'ensemble des conducteurs « descente » cheminant en toiture. Plusieurs remarques en date de 2022 ont été reprises, néanmoins, certains contrôles complémentaires seront réalisés lors de la campagne complète 2025.

* l'exploitant a procédé à une actualisation d'une Analyse du Risque Foudre dont a découlé une Étude Technique Foudre qui conclut :

"Il résulte de l'ETF le maintien des dispositifs de protection intérieurs et extérieurs actuels, complété par les mises à niveaux suivantes :

- L'installation d'un parafoudre de type 2 ou 3 sur l'alimentation électrique, aux bornes de la centrale CMSI de la salle de contrôle située au bâtiment principal,

- L'installation de parafoudres CFa de type D1 sur les BUS incendie externes raccordés à la centrale SSI de la salle de contrôle située au bâtiment principal,
- L'installation de parafoudres CFa de type D1 sur les paires téléphoniques France Telecom raccordées sur le répartiteur du local autocom situé au bâtiment principal,"

Lors de l'inspection du 20/11/2025, l'exploitant déclare qu'un devis du 07/11/2025 de la société SCUTUM a été validé pour mise en conformité. Il indique que les travaux sont prévus fin janvier 2026.

Par courriel du 25/11/2025, l'exploitant transmet :

* la demande préalable d'investissement pour la mise en oeuvre de la protection foudre sur le SSI, la salle de commande et le local pompe GTA du 13/11/25 ;

* le bon de commande associé du 24/11/25

Ce point est donc soldé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11

Thème(s) : Risques accidentels, Vanne d'isolement – zone de stockage en balles

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 06/01/2025

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées.

Constats :

Par courriel du 17/11/2025, l'exploitant indique que les travaux décrits lors de l'inspection d'octobre 2024 ont été réalisés afin de garantir la capacité de rétention de 120m3 dans le 2 ème bassin, à savoir :

- . Mise en place d'une pompe fixe positionnée dans le bassin à déclenchement automatique afin de maintenir la capacité de rétention de 120 m3 dans le 2ème bassin,
- . Mise en place d'un compteur permettant de comptabiliser précisément les quantités évacuées ;
- . Reprise complète du raccordement électrique de cette zone.

Lors de l'inspection du 20/11/2025, l'inspection constate la mise en œuvre des dispositifs et la disponibilité de la rétention de 120m3.

Ce point est donc soldé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Valeurs limites NOC des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions atmosphériques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 06/01/2025

Prescription contrôlée :

En conditions normales de fonctionnement, l'installation respecte les valeurs limites d'émissions fixées dans les annexes 7 [...] du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant a indiqué que son injection de produit réactif adsorbant est asservie à la détection de mercure dans les fumées. Cette détection fait augmenter le débit d'injection de réactif au maximum de la capacité des équipements.

L'exploitant indique que les émissions de mercure se caractérisent par un "pic" de concentration suivi d'une décrue dont la vitesse dépend de la quantité de réactif et de son efficacité.

Au jour de l'inspection, la valeur limite en concentration moyenne journalière de 20µg/Nm³ a été dépassée 5 fois sur chacune des deux lignes en 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection formule la même demande que lors de l'inspection précédente : l'exploitant doit trouver une solution afin de supprimer, ou au moins réduire autant que possible, l'occurrence de dépassements des moyennes journalières de mercure dans ses émissions atmosphériques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Valeurs limite d'émission atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2020, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Émissions atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux, les volumes de gaz étant rapportés:

- à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs)
- à une teneur en oxygène de 11 %.

Concentration (mg/m3)

Paramètres	Valeur en moyenne journalière	Valeur en moyenne sur une demi-heure	Flux journaliers (kg/j) par ligne d'incinération
CO	35	150/100	63
Poussières totales	5	30	9
COT	10	20	18
HCl	8	50	14,4
HF	1	2	1,8
SO2	40	200	72
NOx en équivalent NO2	80	160	154
NH3	20	40	36

Valeur moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage d'une demi-heure au minimum et de huit heures au maximum

Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd) + thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)	0,05	0,09
Mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg)	0,05	0,09
Total des autres métaux lourds (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V)	0,5	0,9

Valeur moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage de six heures au minimum et de huit

heures au maximum		
Dioxines et Furannes	0,1. 10-6	0,18.10-6
Constats : Les résultats d'autosurveillance jusqu'au mois d'octobre ont été analysés. Il en ressort que, en dehors de la non-conformité soulevée au point de contrôle précédent, les valeurs limites d'émission atmosphériques sont bien respectées. Les compteurs, de dépassement de valeurs limites sur 30 minutes étaient au 31 octobre à 10h30 et 6h pour les lignes 1 et 2 respectivement, le maximum autorisé étant de 60 heures par ligne.		
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 6 : Plan de gestion des OTNOC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions OTNOC
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 06/01/2025
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> • mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ; • mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ; • examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique. Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.

Constats :

L'exploitant a mis en œuvre les moyens de compter individuellement les différents risques OTNOC qu'il a identifiés. La liste de ces risques a été mise à jour, l'exploitant indiquant qu'il s'agissait de sortir de cette liste des situations qui n'ont pas d'impact sur les émissions.

L'analyse de l'historique des situations OTNOC a notamment conduit l'exploitant à rechercher la diminution des périodes d'allumage des brûleurs qui sont un indicateur de moins bonne combustion.

La non-conformité relevée lors de l'inspection précédente est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Évaluation périodique des OTNOC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.5.2

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions OTNOC

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 06/01/2025

Prescription contrôlée :

L'évaluation périodique consiste en :

- la conception appropriée des équipements critiques (par exemple, compartimentage du filtre à manches, techniques de réchauffage des fumées pour éviter d'avoir à faire un bypass du filtre à manches lors des opérations de démarrage et d'arrêt, etc.) ;
- l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques (annexe 2, 2.1, 12) ;
- la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées prévus dans l'annexe 2, 2.2.3 ;
- l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.

Constats :

Lors de l'inspection du 10 octobre 2024, il a été constaté que l'exploitant a réalisé des mesures des émissions de polluants lors d'une période de démarrage de chacun de ses fours, lorsque seuls les brûleurs sont en fonctionnement (sans déchet). Ces mesures ont mis en évidence des rejets importants, notamment en PCDD/PCDF, lorsqu'on les compare aux valeurs limites. Ces valeurs limites ne sont par contre applicables que lorsque des déchets sont incinérés.

L'inspection avait demandé de mettre en œuvre des actions correctives afin de réduire ses

émissions (notamment en PCDD/PCDF) lors des périodes OTNOC, et en particulier les périodes de chauffe des fours. En inspection, l'exploitant n'a pas présenté d'évolution susceptible de réduire ces émissions.

Non-conformité : l'inspection demande que l'exploitant étudie, dans le cadre de son évaluation périodique OTNOC, la réduction de ses émissions de dioxines lors des périodes OTNOC lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, en particulier lors de la montée en température des fours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 8 : Mesures de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2006, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, .

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 06/01/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit assurer une surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement au minimum sur les métaux et les dioxines, furanes. Le programme est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les mesures doivent être réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposée être le plus important.

Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étranger, choisis par l'exploitant.

Pour les dioxines, furanes, le programme de surveillance tient compte de la présence éventuels d'élevages de vaches laitières dans un rayon de 5km autour de l'installation et des conditions météorologiques locales (vitesse et direction des vents et pluviométrie en fonction des saisons, topographie, etc.) En cas d'impossibilité, l'exploitant propose une méthode équivalente (analyse de viandes, de légumes ou par jauges Owen).

Le contenu de ce programme comprend :

- un programme d'étude de la qualité de l'air à partir de relevés de flores lichéniques;
- un programme annuel de prélèvement et de dosage de dioxines/furanes et de métaux lourds dans les lichens prélevés en des points choisis partir des données des études de dispersion des rejets et de flores;
- une analyse annuelle du taux de dioxines/furanes et de métaux lourds sur des cultures (choux, salade...)

Les emplacements retenus pour les prélèvements devront être situées majoritairement dans les zones d'influence maximale des retombées atmosphériques. Des emplacements complémentaires devront être également retenus en dehors de ces zones pour servir de points de référence.

Les analyses en métaux porteront a minima sur les métaux les plus toxiques suivants : Pb, Cd, Hg, As, Ni, Cr.

Les résultats du programme de surveillance sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées, accompagnés de tous les commentaires nécessaires afin de pouvoir juger de l'impact effectif des rejets atmosphériques sur l'environnement, ceci au regard des normes, recommandations, ..., applicables ou en vigueur puis sont repris dans le rapport annuel d'activité visé à l'article 9.1 du présent arrêté et sont communiqués à la Commission Locale d'Information et de Surveillance.

Constats :

Dans le cadre de l'inspection du 10 octobre 2024, l'Inspection avait demandé à l'exploitant de justifier certains changements dans son programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement et notamment le déplacement de certains points de mesure.

L'exploitant a notamment indiqué que ces déplacements avaient pour but de rapprocher les points de mesure par jauges OWEN de ceux par les lichens et d'implanter un point de mesure près d'une école à Echarcon, à la demande de la mairie de cette commune.

Ces points n'appellent pas de remarque de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Nature des activités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2020, article 2

Thème(s) : Situation administrative, Capacité Annuelle d'incinération

Prescription contrôlée :

Rubrique 3520 : 2 fours à grilles d'une capacité unitaire 15,34t/h

Rubrique 2771 : capacité annuelle 241 000 t/an - stockage REFIOM et cendres - max 150 tonnes

Constats :

Bilan 2023 incinération

267 878 t de déchets entrants au niveau de l'UVE

25 929 t d'OM détournées et 8 687 t d'OM en enfouissement

Soit 233 262 t incinérés pour une capacité autorisée de 241 000 t

Bilan 2024 incinération

271 735 t de déchets entrants au niveau de l'UVE

15 953 t d'OM détournées et 5 103 t d'OM enfouissement

**Soit 250 679 t incinérés pour une capacité autorisée de 241 000 t
dépassement de 4% de la capacité annuelle autorisée**

En décembre 2024, l'exploitant a porté à la connaissance de Mme la Préfète une demande d'augmentation de la capacité annuelle d'incinération de déchets non dangereux à 275 000 tonnes en 2026.

Par courrier du 20/01/2025, l'exploitant a été informé qu'il s'agit d'une modification substantielle qui nécessite une autorisation environnementale.

À noter, plusieurs réunions de cadrage ont eu lieu en juin et juillet 2025 préalablement au dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale. Toutefois, celui-ci n'a pas encore été déposé.

Lors de l'inspection du 20/11/2025, l'exploitant indique que l'UVE va incinérer environ 247 000 tonnes d'ordures ménagères sur l'année 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit respecter la capacité annuelle d'incinération fixée par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

En conséquence, soit il diminue la quantité annuelle d'OM incinérées ou il régularise la situation en déposant un dossier d'autorisation environnementale.

À noter, à ce stade, il n'est pas proposé de prendre un arrêté préfectoral de mise en demeure étant donné les démarches déjà effectuées pour régulariser la situation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Prévention de la pollution des eaux (1/4)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/1996, article II. 3 et 4

Thème(s) : Risques chroniques, .

Prescription contrôlée :

3. Nature des effluents

On distingue :

- les eaux vannes : les eaux usées de lavabo, toilettes, etc...
- les eaux pluviales non polluées, les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (voiries, rétentions, etc...)
- les effluents industriels (eaux de purges des chaudières, eaux de lavage des sols, égouttage des mâchefers).

4. Réseau de collecte

Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler chacun des types d'effluents. L'exploitant tient à jour un schéma des circuits d'eau faisant apparaître les points d'alimentation, le réseau de distribution, et les dispositifs d'épuration. Ce schéma est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Constats :

Par courriel du 18/11/25, l'exploitant transmet le plan des réseaux d'eau avec les réseaux suivants :

* Eaux chimiquement polluées, ce sont des eaux de purge de chaudière, de lavage de sol et de refroidissement du mâchefer. Pour les eaux de refroidissement, elles sont collectées lorsqu'elles débordent.

La zone de dépotage des cendres et Refiom est sur rétention ; les eaux sont orientées vers le bassin ECP.

* Eaux usées

<ul style="list-style-type: none"> * Eaux pluviales Voirie * Eaux pluviales Toiture * Eaux industrielles. Il s'agit d'eau consommée dans le process issue de la station des eaux qui traitent soit des ECP après osmose soit de l'eau de ville.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Prévention de la pollution des eaux (2/4)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/1996, article II 5
Thème(s) : Risques chroniques, .
Prescription contrôlée : 5.Rejet des effluents Tous les effluents du site : eaux vannes, après leur traitement dans une station d'épuration, eaux pluviales, effluents industriels, sont intégralement recyclés dans les installations. . . ; À cet effet, deux bassins sont créés, d'une capacité minimale de 1.600 m3 chacun, de sorte à contenir la pluie cinquantennale. Le premier recueille les eaux pluviales non polluées, le second celles susceptibles - d'être polluées après leur traitement dans un décanteur séparateur à hydrocarbures.
Constats : Depuis les changements dans le process de traitement des fumées, il y a des rejets aqueux dans le milieu naturel, à savoir le ru du Braseux. Cette prescription sera à modifier dans un prochain arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Prévention de la pollution des eaux (3/4)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/1996, article II 6
Thème(s) : Risques chroniques, .
Prescription contrôlée : 6. Le nettoyage des appareils ou des sols des ateliers ne doit être effectué qu'après collecte des produits encore présents. Les produits ainsi collectés doivent être recyclés ou éliminés avec les déchets de l'établissement. 9. Toutes dispositions doivent être prises pour éviter tout déversement accidentel susceptible d'être à l'origine d'une pollution des eaux ou du sol. L'évacuation de produits répandus accidentellement doit être effectuée conformément aux prescriptions du présent arrêté.
Constats : Lors de l'inspection du 20/11/2025, l'inspection constate la présence d'une toile au-dessus du magasin. Celui-ci est situé sous le quai. L'exploitant déclare : * de l'eau souillée issue du quai peut couler dans le magasin ; * des problèmes d'étanchéité des joints ;

<ul style="list-style-type: none"> * ces égouttures ont lieu lors des tests des canons incendie présents sur le quai ; * après avoir tenté en vain d'étanchéifier le quai, il prévoit de canaliser la collecte de ces eaux avec un système de gouttières.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 13 : Prévention de la pollution des eaux (4/4)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/1996, article II 8
Thème(s) : Risques chroniques, .
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>8. L'utilisation d'eau potable pour alimenter un réseau ou un circuit fermé pouvant présenter des risques pour la distribution publique et le réseau intérieur d'usages non industriels situés en amont est subordonnée à l'utilisation d'un disconnecteur à zone de pression réduite bénéficiant du label NF antipollution ou d'un bac de disconnection ou d'un réservoir de coupure isolant totalement les deux types de réseaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 20/11/2025, l'inspection constate que l'exploitant utilise de l'eau potable pour le process. L'exploitant déclare :</p> <ul style="list-style-type: none"> * disposer de deux arrivées d'eau. * Sur l'arrivée d'eau principale la présence d'un disconnecteur. * Sur l'arrivée secondaire alimentant la réserve incendie, l'exploitant n'a pas pu justifier de la présence du disconnecteur. <p>Par courriel du 25/11/2025, l'exploitant transmet :</p> <ul style="list-style-type: none"> * le rapport de contrôle et maintenance annuelle de disconnecteur en date du 04/07/2025 de l'APAVE. * le plan des réseaux humides. <p>L'inspection constate sur le plan la présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> * d'un disconnecteur au niveau de la réserve incendie; * d'un disconnecteur sur la plateforme des eaux; * d'un disconnecteur au niveau d'un GTA; * de clapets anti-retour à deux endroits sur le réseau pour desservir le réseau d'eau incendie. <p>L'exploitant utilise l'eau potable pour alimenter le réseau d'eau pour la défense incendie.</p> <p>L'inspection constate que le rapport du 04/07/2025 mentionne le contrôle de deux disconnecteurs celui sur la plateforme des eaux et celui au niveau d'un GTA. Il manque le disconnecteur au niveau de la réserve incendie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Valeurs limites de rejet dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2022, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, .
Prescription contrôlée : <p>Concernant les dispositions générales pour la fixation des valeurs limites d'émissions, les dispositions du premier alinéa de l'article 21 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 du 2 février 1998 modifié en matière de :</p> <ul style="list-style-type: none">- compatibilité avec le milieu récepteur (article 22-2-I)- suppression des émissions de substances dangereuses (article 22-2-III). <p>Le rejet en milieu aquatique naturel des effluents aqueux issus des installations de traitement des déchets est limité autant que possible. L'article 31 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'applique. Les effluents aqueux issus des installations de traitement des déchets doivent faire l'objet d'un traitement permettant de satisfaire aux points de rejet aux valeurs limites de rejet fixées à l'annexe IV.</p> <p>Les effluents sont ceux notamment issus des opérations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- dépotage ;- entreposage ;- traitement des gaz ;- refroidissement des mâchefers ;- nettoyage des chaudières. <p>Ces dispositions ne concernent ni les eaux de ruissellement qui ne sont pas entrées en contact avec les déchets ni les eaux usées domestiques.</p> <p>Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée selon les modalités définies au 2ème alinéa de l'article 32 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.</p> <p>L'arrêté préfectoral d'autorisation précise les flux limites de rejet pour les substances visées à l'annexe IV, ainsi que pour les chlorures et les sulfates, en fonction des objectifs de qualité des eaux de surface du milieu récepteur. L'arrêté préfectoral peut fixer des valeurs limites de rejet pour les chlorures et les sulfates. Il impose un pH compris entre 5,5 et 8,5 dans les eaux avant rejet.</p> <p>L'arrêté préfectoral d'autorisation peut, le cas échéant, si la mesure de DCO n'est pas compatible avec la nature de l'effluent, et notamment lorsque la teneur en chlorures est supérieure à 5 g/l, ne fixer que le carbone organique total (COT) comme paramètre représentatif de la charge organique de l'effluent.</p> <p>Les valeurs limites de rejet sont applicables au point où les effluents aqueux contenant les substances polluantes visées à l'annexe IV sont rejetés de l'installation d'incinération ou de co-incinération.</p> <p>L'épandage des effluents aqueux issus des installations de traitement de déchets est interdit.</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection du 20/11/2025, au vu des documents fournis par l'exploitant et de la visite du site montrant notamment que les zones de dépotage de produits ou déchets dangereux sont soit dans un bâtiment soit entourées d'une rétention dédiée orientée vers le réseau ECP, l'inspection constate que les effluents aqueux issus des installations de traitement des déchets ne sont pas rejetés dans le milieu naturel.</p> <p>Les effluents aqueux issus des opérations de dépotage, entreposage, refroidissement des mâchefers, nettoyage des chaudières sont envoyés vers le réseau ECP (Eaux chimiquement polluées).</p>

Les prescriptions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 20/09/2002 ne s'appliquent pas à SERIVEL.

Pour le rejet des eaux pluviales, l'exploitant doit respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 applicable aux installations relevant de la rubrique 2716 à enregistrement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Livraison et réception des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 8

Thème(s) : Risques chroniques, Portique radioactivité

Prescription contrôlée :

[...]

Un équipement de détection de la radioactivité doit permettre le contrôle des déchets admis.

[...]

Constats :

L'inspection s'est intéressée au plan d'action mis en œuvre par l'exploitant à la suite de l'incident de portique de détection de radioactivité qui s'est déroulé à la fin de l'année 2024.

L'exploitant a notamment prévu de disposer sur son site de plusieurs pièces de rechange (notamment certaines cartes électroniques ainsi qu'un portique complet).

En inspection et par courriel du 25 novembre 2025, l'exploitant a présenté le bon de commande ainsi que l'assurance par le fournisseur d'une livraison à une date prochaine.

Ce point n'appelle pas de remarque de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Livraison et réception des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 8

Thème(s) : Risques chroniques, ...

Prescription contrôlée :

Les déchets non dangereux à traiter doivent être déchargés dès leur arrivée à l'usine sur une aire étanche ou dans une fosse étanche permettant la collecte des eaux d'égouttage.

L'installation doit être équipée de telle sorte que l'entreposage des déchets et l'approvisionnement du four d'incinération ou de co-incinération ne soit pas à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'aire de déchargement des déchets non dangereux doit être conçue pour éviter tout envol de déchets et de poussières ou écoulement d'effluents liquides vers l'extérieur.

Si les déchets sont susceptibles de ne pouvoir être traités vingt-quatre heures au plus tard après leur arrivée par l'installation d'incinération, l'aire ou la fosse doit être close et devra être en dépression lors du fonctionnement des fours : l'air aspiré doit servir d'air de combustion afin de détruire les composés odorants. Le déversement du contenu des camions doit se faire au moyen d'un dispositif qui isole le camion de l'extérieur pendant le déchargement ou par tout autre

moyen conduisant à un résultat analogue.

L'arrêté préfectoral peut autoriser d'autres dispositifs s'il est démontré qu'ils sont aussi efficaces.

L'arrêté préfectoral d'autorisation, le cas échéant, précise les modalités d'acceptation et d'admission pour des déchets non dangereux présentant des caractéristiques particulières.

Constats :

Lors de l'inspection du 20/11/2025, l'inspection des installations classées constate que la porte permettant aux camions de rentrer sur le quai et que la porte permettant aux camions de sortir du quai sont cassées en position ouverte.

L'aire de déchargement des déchets n'est donc pas close et en dépression lors du fonctionnement des fours.

De plus, le déversement du contenu des camions n'est pas fait au moyen d'un dispositif qui isole le camion de l'extérieur pendant le déchargement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 17 : Propreté du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 13

Thème(s) : Risques chroniques, .

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure la propreté des voies de circulation, en particulier à la sortie de l'installation, et veille à ce que les véhicules sortant de l'installation ne puissent pas conduire au dépôt de déchets sur les voies publiques d'accès au site. L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus. Lorsqu'ils relèvent de la responsabilité de l'exploitant, les abords de l'installation, comme par exemple l'entrée du site ou d'éventuels émissaires de rejets, sont l'objet d'une maintenance régulière.

Constats :

Lors de l'inspection du 20/11/2025, l'inspection constate des envols de déchets à l'extérieur du site au niveau du fossé de Braseux entre l'UVE et la zone de stockage des déchets triés.

L'exploitant déclare prévoir refaire les clôtures pour que les envols de déchets ne sortent pas du site.

Par courriel du 25/11/2025, l'exploitant transmet des photographies montrant que la zone identifiée a été nettoyée.

L'inspection ne relève pas de non-conformité étant donné les actions correctives effectuées rapidement.

Ce point fera à nouveau l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine inspection.

Type de suites proposées : Sans suite